

ACTION N° 4-11

PILOTE : DIRECTION INTERMINISTÉRIELLE DE LA TRANSFORMATION PUBLIQUE

# Relocaliser les services d'administration centrale dans les territoires

## Objectif

Rapprocher les administrations des citoyens et des territoires en renforçant la présence des services des administrations centrales dans les territoires.

**36**

opérations de relocalisations de services décidées

Près de

**6 000**

agents concernés

**2 509**

emplois déjà délocalisés

### ENGAGEMENTS PRIS

Engagements pris lors des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> CITP (juin 2019 et novembre 2019) : délocaliser des services, agences, opérateurs ou directions pour :

- répondre au besoin de proximité
- rééquilibrer les forces économiques et institutionnelles de la région parisienne vers les territoires.

### BILAN À DATE

Services ou entités transférés	Villes des transferts	Postes		Horizon du redéploiement	État d'avancement
		transférés	créés en sus		
<b>Ministère de la Justice</b>					
Agence nationale du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle des personnes placées sous main de justice	Paris → Tulle	211	7 (1/1/2021)	Déjà mis en œuvre	218 postes transférés et créés
Service système d'information et de communication	Paris → Amiens	5	30	2019-2022	1 poste transféré et 14 créés
Service système d'information et de communication	Paris → Nantes	10	50	2019-2022	5 postes transférés et 20 créés
<b>Sous-total</b>		<b>226</b>	<b>87</b>		<b>258 postes transférés soit 82 %</b>

Services ou entités transférés	Villes des transferts	Postes		Horizon du redéploiement	État d'avancement
		transférés	créés en sus		
<b>Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères</b>					
Mission de l'exploitation des systèmes et de la satisfaction des utilisateurs (SI) + Mission infrastructures, déploiement et acquisitions (SI)	Paris→ Nantes	30		Avant janvier 2022	30 postes transférés en 2020
Bureau des voyages et missions	Paris→ Nantes	25		Avant janvier 2022	Mise en œuvre liée à l'adoption puis déclinaison opérationnelle du schéma pluriannuel de stratégie immobilière ministériel France
Centre d'appel consulaire	Réseau à l'étranger → Nantes	20		Entre 2020 et 2024	Sous réserve de la validation du SPSI ministériel France, et du fait des contraintes en termes de capacité d'accueil des sites nantais, relocalisation désormais envisagée sur le site de la Courneuve. Ceci, dans une logique de regroupement fonctionnel des activités d'assistance téléphonique du Ministère (l'assistance DNUM et le standard y sont déjà installés)
Centre d'expertise ressources titres	Réseau à l'étranger → Nantes	17		2019-2022	17 postes transférés
Centralisation de la transcription d'actes d'état civil des postes suivants : Zurich, Genève, Luxembourg, Monaco	Zurich, Genève, Luxembourg, Monaco → Nantes	5		Fin 2019	5 postes transférés
Transcription d'actes d'état civil de l'ensemble des postes européens	Tous les postes européens → Nantes	29		D'ici 2027 : transfert par vagues successives pour des raisons juridiques, logistiques, et de GRH	Constitution en cours d'un bureau des transcriptions pour l'Europe (BTE) au sein du service central d'état civil. Évaluation du projet en cours, à la lumière des transferts déjà réalisés (impact réel en termes financiers et de retour usagers et agents)
<b>Sous-total</b>		<b>126</b>			<b>52 postes transférés soit 41 %</b>

**METTRE LE POUVOIR DE DÉCISION ET LES RESSOURCES AU PLUS PRÈS DU TERRAIN**

Services ou entités transférés	Villes des transferts	Postes		Horizon du redéploiement	État d'avancement
		transférés	créés en sus		
<b>Ministère des Armées</b>					
Secrétariat général pour l'administration	Paris → Tours	55		2019-2024 (attente livraison bâtiment)	2 postes transférés
État-major des armées	Paris → Tours	275		2019 à 2025 dont 10 avant 2022	0 (420 prévus à compter du plan de mutation 2021)
État-major des armées	Paris → Rennes–Bruz	120		2019-2022	120 postes transférés
État-major des armées	Paris → Orléans	15		2019-2022	74 postes transférés
État-major des armées	Paris → Orléans	120		2019-2022	214 postes transférés
État-major des armées	Paris → Autres	130		2019 à 2025 dont 125 avant 2022	70 postes transférés
Direction générale de l'Armement	Paris → À déterminer	120		2019 à 2025 dont 60 avant 2022	Un total de 120 postes est prévu d'être transféré des sites de Balard et d'Arcueil vers les sites de province de la DGA d'ici à 2025 dont la moitié en 2021
<b>Sous-total</b>		<b>835</b>			<b>480 postes transférés soit 57 %</b>
<b>Ministère des Solidarités et de la Santé</b>					
Agence technique de l'information sur l'hospitalisation	Paris → Lyon	25		En cours	L'étude préalable indique qu'afin de permettre les mobilités des agents et d'accueillir de nouveaux professionnels médicaux à Lyon, il convient d'envisager une évolution réglementaire et de rechercher des locaux complémentaires à proximité immédiate des locaux actuels à horizon 2023-2024. La crise sanitaire a entraîné un décalage du calendrier de mise en œuvre
Centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale	Paris → Seine-Saint-Denis	87		Fin 2021	Déménagement à Montreuil pour le 1 <sup>er</sup> janvier 2022
Centre de ressources nationales pour l'appui aux ARS ultramarines	Paris → Bordeaux	1	5	Janvier 2020	1 poste transféré et 5 créés
Siège de l'Institut de formation 4.10 de l'UCANSS	Paris → Saint-Etienne	68		2021	Le calendrier a été repoussé du fait de la crise sanitaire. Le renouvellement de la COG de l'EN3S et de l'UCANSS début 2022 pourrait constituer une bonne opportunité pour réaliser ce rapprochement
Agence nationale du développement professionnel continu (ANDPC)	Kremlin-Bicêtre → À déterminer	74		2023	Détermination des options de relocalisation en Seine-Saint-Denis (prospection d'immeubles disponibles réalisée) après avoir dû écarter les scénarios en province eu égard aux instances nationales du DPC réunissant les représentants de professionnels de santé. À noter que les coûts de la relocation se révèlent plus élevés (+2,7 M€) que sur le site actuel dans le 94
<b>Sous-total</b>		<b>255</b>	<b>5</b>		<b>6 postes transférés soit 2 %</b>
<b>Ministère du Travail</b>					
Siège de l'Établissement pour l'insertion dans l'emploi (EPIDE)	Malakoff → Compiègne	103		2022	Le chantier « décentralisation » de l'EPIDE (réduction des fonctions support du siège) constitue une étape préalable à conduire en 2021 avant d'envisager un déménagement du siège. Ces travaux ont été engagés à ce jour mais non finalisés. Ces éléments seront intégrés dans le nouveau projet de contrat d'objectifs et de performance qui doit être signé d'ici fin 2021 entre l'Etat et l'établissement. Le projet de déménagement nécessite un temps de préparation conséquent qui n'était pas compatible avec la gestion de la crise sanitaire
<b>Sous-total</b>		<b>103</b>			<b>0</b>

Services ou entités transférés	Villes des transferts	Postes		Horizon du redéploiement	État d'avancement
		transférés	créés en sus		
<b>Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse</b>					
Médiature et observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement de Paris	Paris → Vanves	16		1 <sup>er</sup> semestre 2020	16 postes transférés
Soutien utilisateur des applications informatiques EPLE	Paris → Guérande	30		2022	Toujours prévu en 2022
<b>Sous-total</b>		<b>46</b>			<b>16 postes transférés soit 34 %</b>
<b>Ministère des Comptes publics</b>					
Services d'appui à des services supports ou opérationnels	Île-de-France métropoles régionales → Communes rurales et périurbaines	2 500		2020 à 2026	66 communes sélectionnées à l'issue d'un appel à candidature, dont 20 bénéficient dès 2021 d'une relocalisation de 500 emplois sur les 2 500 prévus
Autres services ministériels	Paris - métropoles régionales → Communes rurales et périurbaines	500		2020 à 2026	En cours
Traitement des renseignements tarifaires contraignants (RTC)	Paris → Metz	20		1 <sup>er</sup> janvier 2024	23 postes transférés au 1 <sup>er</sup> janvier 2024
Direction générale des douanes et de droits indirects (DGDI)	Paris → Le Havre, Clermont-Ferrand, Metz	38		2019 et 2021	38 postes transférés au 1 <sup>er</sup> janvier 2024
<b>Sous-total</b>		<b>3 058</b>			<b>561 postes transférés soit 18 %</b>
<b>Ministère de l'Intérieur</b>					
Centre de service pour le soutien Centre de soutien national	Paris et Lognes → Limoges	19		2020	Étude en cours, la manœuvre RH nécessitant un lourd travail préalable, en lien avec la fin de la production de la CNI à Limoges prévue en juillet 2021
Sous-direction des compétences- Direction des personnels militaires de la GN	Issy-les-Moulineaux → Rochefort ou Dijon	40		2022	Site retenu Rochefort-sur-Mer Préfiguration à l'été 2021 Réforme non finalisée avant 2023
SCN Assurance automobile	Paris et 7 SGAMI → Saint-Cyr-sur-Loire	43		2020	43 postes transférés
<b>Sous-total</b>		<b>102</b>			<b>43 postes transférés soit 42 %</b>

Services ou entités transférés	Villes des transferts	Postes		Horizon du redéploiement	État d'avancement
		transférés	créés en sus		
<b>Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation</b>					
IFREMER	Issy-les-Moulineaux → Plouzané	58		2019	58 postes transférés
INED (Campus Condorcet phase 1)	Paris → Aubervilliers	259		2019/2020	259 postes transférés
Opération Condorcet phase 1 École des hautes études en sciences sociales (EHESS)/École pratique des hautes études / Universités Paris 1 et Paris 3 / CNRS / École nationale des Chartes	Paris → Aubervilliers	694		2019/2020	694 postes transférés
<b>Sous-total</b>		<b>1 011</b>			<b>1 011 postes transférés soit 100 %</b>
<b>Ministère de la Cohésion des territoires</b>					
ANRU	Paris → Seine-Saint Denis	131		2022	Déménagement en avril 2022
<b>Sous-total</b>		<b>131</b>			<b>0</b>
<b>Ministère de la Culture</b>					
Déconcentration administration centrale - DRAC	Paris → Plusieurs sièges de DRAC	30		2020	24 postes notifiés au DRAC en 2020 6 postes à notifier en 2021
<b>Sous-total</b>		<b>30</b>			<b>30 postes transférés soit 100 %</b>
<b>Ministère des Sports</b>					
Agence nationale du sport	Paris → Arcueil	52		2020	52 postes transférés
<b>Sous-total</b>		<b>52</b>			<b>52 postes transférés soit 100 %</b>
<b>Total</b>		<b>5 975</b>	<b>92</b>		<b>2 509 postes transférés ou créés soit 41 %</b>

La direction générale des finances publiques (DGFiP) contribuera ainsi à hauteur de 2 500 emplois délocalisés

La DGFiP a engagé une démarche visant à opérer un rééquilibrage géographique de la présence des services des finances publiques sur le territoire en relocalisant des emplois des métropoles vers des communes de taille moyenne ou plus petite, dans les territoires périphériques.

La DGFiP a lancé une démarche permettant de :

- déterminer les métiers susceptibles d'être concernés en assurant l'implantation pérenne des services, l'efficacité et la modernisation de l'exercice des missions, dans le respect des engagements pris auprès des agents
- sélectionner les communes dans lesquelles seront relocalisés ces services.

Un appel à candidature a été lancé le 17 octobre 2019 et largement diffusé auprès des collectivités : 408 collectivités présentes dans 84 départements ont présenté un dossier de candidature, ce qui témoigne de l'intérêt pour cette démarche pour les élus locaux comme les parlementaires qui ont très largement soutenu les projets.

L'examen des dossiers a été confié à un comité interministériel composé de personnalités externes au ministère de l'Économie des Finances et de la Relance (préfets, Agence nationale de la cohésion des territoires), de représentants de l'administration (DGFiP, DGAFP, du CGEFI), auquel ont été associées les organisations syndicales de la DGFiP.

Ce comité s'est réuni à deux reprises sous la présidence des ministres des Finances et des Comptes publics pour sélectionner 66 communes destinées à accueillir les services des finances publiques : une première liste de 50 communes a été retenue le 29 janvier 2020 et une seconde liste de 16 communes complémentaires le 16 décembre 2020.

Ces communes ont été retenues à partir d'un classement fondé sur des critères objectifs : situation sociale et économique du territoire, en cohérence avec les politiques publiques de revitalisation des territoires et cœur de villes, attractivité, qualité des solutions immobilières proposées et conditions d'accueil des agents. Les DDFiP et les préfets des départements concernés ont également été associés à l'instruction des candidatures.

L'objectif de relocalisation de 2 542 emplois des finances publiques sera atteint de manière progressive en quelques années, les nouveaux services seront constitués en suivant le rythme des départs ~ naturels ° des agents (départs à la retraite, mutation ou promotion) dans les services concernés des métropoles et sur la base du volontariat.

La relocalisation dans les communes d'accueil est échelonnée de 2021 à 2026 :

- en 2021 : 494 agents
- en 2022 : 663 agents, soit près de 47 % en deux ans
- en 2023 : 618 agents
- en 2024 : 438 agents
- en 2025 : 75 agents
- en 2026 : 254 agents

La relocalisation de services de la DGFiP s'appuiera sur le développement de nouvelles formes d'organisations reposant sur le travail à distance et la mutualisation, garantes de l'efficacité et de la pertinence de l'exercice des missions, et concernera plusieurs types de métiers et de services d'arrière-guichet ou d'appui.